



**Grégory BLANC**

Sénateur de Maine-et-Loire

Chef de file de l'opposition au Département de Maine-et-Loire

*Communiqué de presse – 5 mars 2025*

## **Question d'actualité au gouvernement : Des propos hallucinants de la majorité présidentielle par la voix de la Ministre !**

Michelin réalise des bénéfiques records depuis plusieurs années et a décidé pour des raisons industrielles de fermer ses sites de Cholet et Vannes. La prime de licenciement proposée par Michelin à la fin des négociations sera inférieure, inflation déduite, à celles perçues par les salariés de La Roche-sur-Yon il y a 6 ans.

J'ai questionné cet après-midi le gouvernement sur les moyens qu'il comptait utiliser pour appuyer les représentants des salariés afin que ces derniers puissent partir dans des conditions correspondant au travail effectué (Michelin a réalisé en 2024 l'un des meilleurs résultats opérationnels de son histoire, à hauteur de 3,4 milliards d'euros).

La réponse de la majorité présidentielle, par la voix de la Ministre, est proprement hallucinante : Michelin est formidable en mettant plus d'argent que lors de la fermeture d'une PME. Fermer le banc !

La Ministre a évité les questions : **rien quant au non-respect du droit sur les licenciements économiques, rien quant aux sanctions pour le non-respect de la loi Florange avec l'annonce du démantèlement des machines.** La Ministre a préféré valoriser la tournure des négociations et la position de Michelin. Or, le véritable enjeu est la reconnaissance du travail et de l'engagement des salariés de toute une vie, qui permettent aujourd'hui à Michelin de verser des dividendes records à ses actionnaires !

C'est là un mépris incroyable : comment justifier que Michelin ne respecte pas la loi Florange et que le gouvernement n'envisage pas de récupérer l'argent public versé, notamment en chômage partiel ? Comment justifier que Michelin augmente les dividendes mais ne soit pas capable de simplement appliquer l'inflation aux primes de départ ?

Pour ma part, je continuerai d'appuyer les salariés, et je prendrai des initiatives, en lien avec eux, afin de maintenir la pression sur le gouvernement et la majorité qui le soutient.